



uniterre

FEVRIER 2023

N° 1 68^E ANNEE

JAB 2518 NDDS

WWW.UNITERRE.CH

RETOUR DES OGM
Restons vigilant-es!

DES PLANTONS BIO
Produits par l'association La Motte

UN NOUVEAU CHEMIN
La transition vers l'agroécologie

CONVOCATION
Assemblée Générale d'Uniterre

LE JOURNAL **PAYSAN**
INDÉPENDANT

RETOUR AUX SOURCES

EDITORIAL

VANESSA RENFER
PAYSANNE ET SECÉTAIRE D'UNITERRE

La période hivernale et les premières semaines d'une nouvelle année sont propices à l'introspection. Sans évoquer ici les incontournables bonnes résolutions, rappelons-nous quelle est la mission première d'Uniterre. Pourquoi sommes-nous un jour devenu-es membre? Qu'attendons-nous d'une organisation de défense professionnelle?

Tout est dans le nom de notre association. Nous sommes unis, et nous voulons le rester, autour de notre terre, de nos animaux et des travaux qui les accompagnent.

NOUS SOMMES UNIS AVEC NOS COLLÈGUES européens des organisations ECVC et EMB, avec lesquelles nous collaborons étroitement, et ce malgré le fait que nous ne faisons pas partie de l'Union européenne. Lorsque nous nous rendons aux Assemblées, dont vous trouverez les comptes-rendus dans ce numéro, nous constatons que les difficultés rencontrées par la paysannerie n'ont pas de frontière. Cela réaffirme notre volonté de trouver des réponses universelles afin de pérenniser notre activité.

Nous sommes unis derrière le développement de l'agroécologie, qui nous apparaît de plus en plus comme une solution globale et accessible aux défis qui ne cessent de se presser à notre porte. Il est urgent de former la prochaine génération de paysan-nes à ces méthodes. Le climat, la biodiversité, mais aussi notre revenu présent et futur dépendent de pratiques durables. Lisez notre article en page 3!

Nous sommes unis contre les manœuvres écœurantes de l'agrochimie qui fait fi de la volonté populaire et tente d'imposer en douce les variétés OGM, destinées qu'à un seul but: enrichir les détenteurs de brevets! Ne nous laissons pas berner par le greenwashing ambiant qui voudrait nous faire avaler de vertes couleuvres! Des décennies de promesses, mais aucune amélioration en vue pour ce qui compte vraiment: mettre un terme à la faim dans le monde et préserver nos ressources. L'appât du gain est sans limite, comme vous le verrez dans notre dossier Semences en pages 4 et 5.

Enfin, nous cheminons main dans la main: paysan-nes, ouvrier-es et consommateur-rices. Et nous savons nous épauler lorsque des difficultés imprévues surgissent, comme ces surplus de production qu'il faut écouler dans l'urgence. Un chemin où l'incompréhension peut cependant surgir à tout moment, et nous faire perdre de vue nos objectifs. Il est alors urgent de revenir à l'essentiel et de se rappeler pourquoi nous menons ce combat jour après jour. Cela tient en quelques mots: des paysannes et paysans équitablement rémunérés, des aliments sains et bons, et la satisfaction de remettre à la prochaine génération un environnement aussi préservé que possible. •



11 juin 2022 à Genève, manifestation contre l'OMC, lors de la 12ème conférence ministérielle de l'OMC
17 avril 2022, plantation de patates sur l'ancien emplacement de la coopérative maraîchère du Jardin des Charrotons
aux Cherpines à Genève lors de la Journée internationale des luttes paysannes.
16 janvier 2022, tri de graines à Semences de Pays.

LE GRAND RETOUR DES OGM ?

JOËL MÜTZENBERG
SEMENCES DE PAYS

A lors que les OGM sont en perte de vitesse, bloqués par le rejet des consommateur·rices dans les pays où ils doivent être étiquetés, les géants de l'agro-industrie cherchent une faille. Ils ont commencé par la tactique du fait accompli avec les fameux "OGM cachés" et continuent aujourd'hui en appelant à la déréglementation de certaines techniques OGM.

CES PROCHAINES ANNÉES SERONT DÉCISIVES. En effet, l'Union européenne pourrait revoir sa réglementation OGM et de toute évidence, la Confédération suivra l'UE dans sa décision. Ce que nous pourrions à l'avenir semer et manger dépend de la tournure que prendra ce conflit d'intérêt entre l'agro-industrie et les mouvements paysans et les citoyen·ne·s qui luttent pour leur souveraineté alimentaire.

STAGNATION. Au niveau mondial, la culture d'OGM a cessé d'augmenter vers 2014, et ne s'est jamais diversifiée: il s'agit à 99% de soja, de maïs, de coton et de colza destinés à l'élevage industriel, à des produits transformés et à la production d'agrocarburants. L'enjeu de sélection est encore plus consternant: 99% de ces plantes sont "pesticides": soit elles tolèrent des herbicides (89%), comme les plantes RoundUp Ready prêtes à recevoir leur dose de RoundUp, soit elles produisent une protéine insecticide (25%), soit elles cumulent les deux caractéristiques. En Europe, les cultures transgéniques (1) sont en chute libre. La surface cultivée en maïs MON810, le seul OGM transgénique autorisé à la culture dans l'Union européenne, a encore diminué d'un tiers entre 2021 et 2022 et n'est plus cultivé qu'en Espagne et au Portugal (2). On voit que lorsqu'un OGM est réglementé, et doit par conséquent être évalué, autorisé et étiqueté, il y a très peu d'autorisations (une seule!) et très peu de demande.

OGM IMPOSÉS EN CATIMINI. L'agro-industrie essaie donc de contourner la réglementation et de se soustraire au verdict de l'opinion publique. En effet, depuis quelques années, des OGM issus de techniques de mutagenèse aléatoire sont déjà semés, dans la plus grande opacité, dans les champs européens. Il s'agit, là encore, de variétés tolérantes aux herbicides comme par exemple le colza Clearfield développé par BASF par mutagenèse in vitro en parallèle avec son herbicide Cleranda auquel ce colza parvient à survivre.

En 2019, BASF balayait d'un revers de main l'appel de la Confédération paysanne de ne pas semer de colza Clearfield. La multinationale prétendait que la technique utilisée n'était pas réglementée. Mais, selon le syndicat paysan, "pour obtenir les colzas Clearfield, plusieurs modifications successives sont provoquées en laboratoire, et l'une d'elles en particulier est réalisée par une technique OGM non exemptée: la multiplication de microspores. Cette manipulation génétique consiste à produire des plants de colza issu uniquement de cellules de grains de pollen, sans fécondation d'aucune fleur. Ce type de clones de lignées mâles sans croisement sexuel n'existe pas dans la nature, il s'agit sans contestation possible d'OGM" (3) BASF a décidé de le retirer du marché en 2020 (4).

DANGER DE DÉRÉGLEMENTATION EN UNION EUROPÉENNE. A cette tactique du fait accompli s'est ajoutée, ces dernières années, une nouvelle offensive dans l'Union européenne et en Suisse pour déréglementer certains OGM. L'Union européenne pourrait modifier son règlement sur les OGM afin d'en exclure la mutagenèse dirigée (5) et la cisgénèse (6). Cette proposition pourrait conduire ces techniques à être totalement ou partiellement exemptées des exigences d'évaluation des risques, d'étiquetage et de traçabilité qui s'appliquent actuellement. Or, les semences et les plantes qui sont issues de ces techniques sont couvertes par des brevets. En rendant possible la commercialisation de semences brevetées sans avoir à donner la description des techniques de sélection utilisées, la déréglementation, en plus des risques écologiques qu'elle comporte, amènera une extension des brevets sur le vivant (7). La coordination européenne de la Via Campesi-

na (ECVC), dans un rapport de novembre 2022 au sujet du projet de modification de la réglementation OGM, dénonce cette extension abusive de la portée des brevets et les conséquences qu'elle aurait pour le secteur agricole garanti sans OGM, les obtenteur·trices et les paysan·nes en général (8).

ET EN SUISSE. L'utilisation d'OGM dans l'agriculture suisse est interdite par un moratoire depuis 2005. En septembre 2021, par 144 voix contre 27, le Conseil national a voté la prolongation du moratoire jusqu'en 2025, en incluant les nouveaux OGM. Deux mois plus tard, une association de promotion des OGM, Les variétés de demain, s'est constituée. En font entre autres partie Swiss-Seed (lobby semencier dont fait partie Syngenta), Coop, Migros et fenaco. En décembre 2021, le Conseil fédéral propose d'exclure les nouveaux OGM du moratoire. Finalement, en mars 2022, le Conseil des États et le Conseil national décident que les produits des nouvelles techniques de génie génétique ne pourront pas être autorisés jusqu'à fin 2025, mais chargent le Conseil fédéral d'établir des règles pour homologuer ces nouveaux OGM d'ici à la mi-2024.

"Les variétés OGM
n'ont fait que nourrir
des automobiles
et les élevages industriels,
sans faire reculer la faim
et encore moins
l'empreinte humaine
sur la planète"

SIGNE DU TEMPS, la motivation revendiquée par le nouveau lobby pro-OGM est celle "de relever plus efficacement les futurs défis de la protection de l'environnement" (9). De même que les OGM de première génération étaient censés en finir avec la faim dans le monde qui s'aggravait alors justement à cause de l'expansion de l'agro-industrie (10), les OGM d'aujourd'hui devraient répondre à la catastrophe écologique causée justement par la course à l'accumulation de richesses à laquelle participent les multinationales des semences. Corteva et Bayer prétendent que les technologies qu'elles ont brevetées fourniront des solutions aux problèmes liés au changement climatique qui est en cours. Mais, selon Eva Gelinsky qui a étudié la question pour l'Office fédéral de l'environnement, "les multinationales de l'agrochimie n'ont rien de cela dans le pipeline. Les nouvelles méthodes ne permettent pas du tout de développer facilement des variétés tolérantes aux maladies ou au climat.

LA TOLÉRANCE À LA SÉCHERESSE EST PAR EXEMPLE une propriété très complexe qu'on ne peut pas obtenir juste en modifiant quelques gènes. Et les résistances aux maladies sont le plus souvent des solutions à court terme car on utilise en général des résistances dites monogéniques que les organismes nuisibles ont vite fait de briser" (11). Et on peut se demander pourquoi en Suisse la déréglementation des nouvelles techniques OGM permettrait de développer rapidement et simplement (12) des variétés utiles, alors que dans les pays sans réglementation elles ont continué à se focaliser sur les variétés herbicides. Quoi qu'il en soit, les crises environnementales ne seront pas résolues par des mesures techno-

logiques, mais par des changements politiques et sociaux basés sur la sobriété et la justice sociale.

D'ICI MI-2024, il est clair que l'association Les variétés de demain fera tout pour que le Conseil fédéral suive ses consignes de dérégulation, et elle ne risque pas de manquer de moyens financiers. Mais la population ne veut pas d'OGM. Jusqu'où Migros et Coop se risqueront-elles dans une voie qui met en danger toute la construction d'image entreprise ces dernières années? Demandons aux supermarchés qu'ils s'engagent sur l'étiquetage et la traçabilité de manière à pouvoir nous assurer qu'ils ne vendent pas d'OGM!

NOTRE SYSTÈME ALIMENTAIRE À VENIR dépendra de notre capacité de nous mobiliser pour des systèmes semenciers qui ne soient pas dépendants d'une poignée de multinationales. Aujourd'hui, la lutte contre la déréglementation des OGM est brûlante, au vu de l'échéance de mi-2024. Mais nous ne lutterons efficacement contre cet accaparement qu'en nous réappropriant l'ensemble des étapes des filières alimentaires et en construisant des systèmes alimentaires locaux (13). Et si l'enjeu actuel est de faire barrage aux OGM, il ne faut pas oublier que les hybrides F1, comme les OGM et les brevets, sont des moyens de privatisation des semences et d'homogénéisation des plantes pour l'industrialisation des techniques culturales. Ils sont donc une agression contre notre souveraineté alimentaire et une menace pour la biodiversité. •

SOURCES ET EN SAVOIR PLUS:

1. www.keine-neue-gentechnik.ch/fr/techniques/transgenese
2. www.infogm.org/7577
3. www.confederationpaysanne.fr/actu
4. www.reference-agro.fr/nous-suspendons-les-semis-de-colza-clearfield-cette-annee-jean-marc-petat-basf-agro/
5. www.infogm.org/faq-qu-est-ce-que-la-mutagenese
6. La cisgénèse utilise exactement les mêmes techniques de modification génétique que la transgénèse. Elle se différencie par l'origine des éléments combinés intentionnellement, qui sont issus de la même espèce.
7. www.infogm.org/7607-nouveaux-ogm-lien-deletere-entre-reglementation-et-brevets#nh7
8. Rapport de ECVC: www.eurovia.org/fr/publications/rapport-impacts-de-linitiative-de-la-commission-visant-a-modifier-la-reglementation-ogm-sur-lapplication-du-droit-europeen-des-brevets/
9. Voir leur communiqué de presse du 11 novembre 2021: www.sortenfuermorgen.ch
10. En 1997 déjà, Axel Kahn écrit dans les Echos du 18 décembre 1997: "Les OGM vont nourrir la planète et protéger l'environnement".
11. Son interview sur le blog de bio-suisse: www.bio-suisse.ch/fr/vivre-bio-suisse/blog/posts/2021/09/gentechnik.html
12. Voir le communiqué d'octobre 2022 de Les variétés de demain
13. Voir le site <https://expo-semences.ch/> notamment le texte "bouclons la boucle".

DES PLANTONS MARAÎCHERS BIO À PULLY, VAUD

POUR LA MOTTE, ANNE-SOPHIE ZUBER
PORTEUSE DE PROJET ET PRODUCTRICE DE PLANTONS

L'association La Motte a le plaisir de communiquer qu'elle a trouvé un bel endroit pour installer sa production de plantons bio maraîchers !

ELLE S'IMPLANTE À PULLY, au sein de l'association faîtière Pully Pousse, qui aura pour tâche de faire vivre l'ancien établissement horticole des Boverattes. Cet endroit se métamorphose donc en lieu d'accueil ouvert au public, là où jusqu'à présent étaient produites des plantes ornementales. Dorénavant, ce seront des plantons maraîchers et bio qui seront préparés sur le site des Boverattes.

TOUT RESTE À FAIRE. Du logo au rassemblement du matériel, à l'installation d'un bureau, en passant par la planification de la production, la liste des tâches est longue... Durant ces prochains mois, l'accent sera mis sur la prise en main de l'outil de production, à savoir une serre de 350 m², ainsi que sur réunir tous les éléments pour parvenir à produire de belles mottes pressées : plateaux, terreaux, machines, etc.

POUR LA SAISON 2023, qui peut être considérée comme la phase test du projet, nous allons tout d'abord nous concentrer sur la réalisation de plantons à destination des particulier-es. Nous fournirons des marchés de plantons sur place et aux alentours. Dans un deuxième temps, nous pourrions mettre en place une production destinée aux professionnel-les du maraîchage, organiser un approvisionnement des micro-fermes et des structures fonctionnant selon les principes de l'agriculture contractuelle de proximité.

POURQUOI DES PLANTONS ? L'association La Motte s'est constituée voilà pile une année, en janvier 2022, pour pallier au récent manque de plantons disponibles pour les microfermes vaudoises (et les autres), suite à la faillite de Bioplant. Cette disparition a en effet mis en difficulté les fermes maraîchères qui comptaient sur cet approvisionnement. Les alternatives étaient soit de se tourner vers les gros producteurs du canton de Genève, voire du Seeland, soit de lancer ou d'élargir leur propre production de plants pour maintenir leur autonomie et continuer à fonctionner.

LA MOTTE A BÉNÉFICIÉ DU SOUTIEN de l'association Les Artichauts, qui produit depuis 2008 des plantons au parc Beaulieu, au centre-ville de Genève. Les Artichauts ont accueilli l'une des productrices de la Motte pour un stage de formation en 2022, et ont de plus partagé leur logiciel de planification de production. De même, l'association bénéficie du soutien de BioVaud et de BioSuisse.

LES BUTS DE LA MOTTE PEUVENT SE RÉSUMER AINSI :

- Mettre à disposition des maraîcher-es des plantons qui répondent à des demandes spécifiques, telles que des petites quantités ou des variétés paysannes.
- Donner accès à la population pulliérane à un marché de plantons variés ainsi qu'un accès à une agriculture paysanne; par exemple, les plantons produits ne proviennent pas de semences F1. Quiconque pourrait, avec un peu de savoir-faire, en reproduire les semences.
- Pour avoir mis en place ce projet, nous savons qu'il est difficile de trouver des lieux pour apprendre et se familia-

riser avec la production de plantons. L'un des objectifs se tourne avec évidence vers la formation et l'envie de proposer une ou plusieurs place(s) de stage.

- Qui dit motte pressée dit pour l'instant terreau contenant de la tourbe, ressource limitée extraite dans des écosystèmes menacés. Outre la votation datant de 1987, qui marque la décision d'abandonner progressivement l'utilisation de tourbe dans la composition des substrats, c'est une nécessité écologique et le respect des milieux « naturels » qui forcent à se pencher sur son remplacement. L'association la Motte souhaite s'associer et prendre part aux recherches concernant ce domaine d'investigation, pour mettre en pratique une autre manière de réaliser des mottes pressées, sans tourbe.
- Créer un canevas de petites productions de plantons, qui permettent une mise en réseau de pratiques et d'entraide, et qui relie à la fois semencier-es, « plantonneur-es » et maraîcher-es !

CE N'EST QUE LE DÉBUT DE CETTE AVENTURE, et on se réjouit déjà de vous croiser au détour des événements clés de cette année 2023, lors d'un marché ou d'une conférence. En espérant que ces pratiques permettent de renforcer une filière maraîchère malmenée et fragile. Nous nous investissons pour une agriculture écologique, sociale, nourricière et rémunératrice ! •

Site (en construction): www.la-motte.ch

UPOV : QUAND L'ÉCHANGE DE SEMENCES PEUT CONDUIRE EN PRISON

RUDI BERLI
MARAÎCHER ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE



H abillé-es en prisonnier-es, des représentant-es de sept organisations suisses ont manifesté le 2 décembre 2022 sur la Place fédérale à Berne contre l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV), qui criminalise dans le monde entier des paysan-nes souhaitant réutiliser leurs semences. La Suisse demande aux pays avec lesquels elle conclut des accords de libre-échange d'adhérer aux règles de l'UPOV. Cette pratique est cynique puisque la Suisse reconnaît les droits paysans sur les semences dans sa politique intérieure. Le prochain pays concerné pourrait être la Thaïlande, où la société civile et les organisations paysannes s'opposent énergiquement aux règles de l'UPOV afin de défendre leur droit aux semences et, par conséquent, leur droit à l'alimentation.

Une initiative parlementaire (22.492), déposée par Nicolas Walder en décembre 2022, vise à mettre fin à cette pratique inacceptable.

Le droit de libre utilisation des semences est une pratique à la base de la souveraineté alimentaire et indispensable à la sécurité alimentaire. C'est pourquoi ce droit a été inscrit dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysan-nes (UNDROP) et dans le Traité international sur les ressources phytogénétiques de la FAO.

Or, c'est précisément l'exercice de ce droit que l'UPOV criminalise en interdisant aux paysan-nes d'échanger ou de vendre les semences enregistrées qu'elles-ils produisent sur leurs champs.

Cette action a été organisée par Action de Carême, Alliance Sud, EPER, FIAN, Public Eye, SWISSAID et Uniterre. •

LA TRANSITION VERS L'AGROÉCOLOGIE

LAURENT VONWILLER
MEMBRE DU COMITÉ

1. LA CRISE DU SYSTÈME ALIMENTAIRE MONDIAL. Dans le monde entier, le modèle conventionnel de l'agriculture et du système alimentaire est en crise:

- Dérèglement climatique: Une grande partie du réchauffement global est d'origine humaine ("anthropogène"). Il semble clair aujourd'hui déjà que l'humanité n'arrivera pas à maintenir le réchauffement en dessous de 1.5 °C par rapport à 1850 d'ici à 2050. L'agriculture et le système alimentaire actuels sont un des éléments qui génèrent ce réchauffement.
- Effondrement de la biodiversité, en Suisse comme dans le monde entier.
- Surexploitation des ressources les plus importantes tel que le sol et l'eau. Un système intensif s'éloigne de plus en plus des cycles naturels. Il utilise d'énormes quantités d'intrants. Les systèmes de transformation et distribution sont aussi toujours plus intensifs et gourmands en énergie.
- Dégradation des sols. Perte de fertilité, érosion, épuisement des sols et des ressources en eau, déforestation...
- Émission de substances toxiques dans le sol, l'eau et l'air.
- Pertes de produits alimentaires "Food Waste". Les pertes sont dues au système de production et distribution, mais aussi à la législation et aux stratégies des grands distributeurs.
- Menaces sur la santé. Dans les pays développés la "malbouffe": Trop de sucre, de viande, de sel, d'additifs. Croissance de maladies provoquées au moins en partie par le système alimentaire: Cancers, allergies, diabète, perturbations endocriniennes etc. Dans les pays dits "émergents", faim, de nouveau en croissance dans le monde, et manque d'accès à l'eau (en particulier l'eau potable), etc.
- Conditions de vies toujours plus difficiles pour les agriculteur-rices: Pression ininterrompue sur les prix, revenus insuffisants pour une vie décente, nécessité de s'adapter à des systèmes intensifs basés sur la productivité maximum pour survivre et de procéder sans cesse à de nouveaux investissements, endettement, disparition des fermes. Tout le poids des mesures de développement durable est sur le dos des agriculteur-rices, alors que commerçants et distributeurs sont préoccupés avant tout par leurs marges et leurs stratégies de marketing.
- Perte de souveraineté alimentaire. Les aliments sont produits de moins en moins localement et des organismes dominants tels que l'OMC ou l'OCDE prônent des politiques systématiques de libre-échange.
- Catastrophes diverses, migration, réfugiés. Ces catastrophes sont la conséquence du réchauffement climatique, des guerres, du système alimentaire avec des circuits longs dominés par les grands industriels.

2. PANDÉMIES ET GUERRE AGGRAVENT LA SITUATION. Ces événements ont accru les périls résultants du système d'agriculture et d'alimentation intensif basé sur des circuits longs avec intrants et produits circulant d'un bout à l'autre de la planète: L'approvisionnement devient plus difficile, il se produit des engorgements dans les ports, les entrepôts et les aéroports. De nombreux produits basés sur un emploi d'énergie intensif (par exemple les engrais synthétiques) renchérisent de manière disproportionnée. Les déroulements à l'échelle internationale font peser de plus en plus de menaces sur le système alimentaire actuel. Ceci est vrai tant en Suisse que dans le monde.

3. LA POLITIQUE AGRICOLE SUISSE ET SES CONTRADICTIONS. La politique agricole suisse se meut depuis des années entre deux axes:

- **L'AXE DIRIGEANT** est la conformité avec le système pratiqué sur le plan international, basé sur la hausse continue de productivité de l'agriculture et le maintien de bas prix pour les matières premières, avec un système de subventions favorisant les grandes exploitations et provoquant la mort d'environ un millier de fermes par année. Le sys-

tème rend l'accès à la terre de plus en plus difficile pour les jeunes agriculteur-rices. Il est aussi basé sur une transformation et distribution centralisées aux mains de la grande distribution tant pour les produits indigènes que pour les importations.

- **UN DEUXIÈME AXE** se compose des efforts pour rendre l'agriculture plus "durable", résultat des évidences croissantes de l'influence du système alimentaire sur l'environnement et de la nécessité de mitiger les dégâts causés par l'agriculture industrielle intensive:

- Efforts pour réduire les excès d'émissions d'azote et de phosphore, les résidus de pesticides, en particulier dans les eaux
- Efforts pour réhabiliter la biodiversité
- Efforts pour promouvoir la production de viande et de lait à partir de fourrages grossiers

Des efforts méritoires mais cependant insuffisants.

A notre avis, ces efforts sont voués à un échec au moins partiel, car on ne s'attaque qu'aux symptômes sans s'attaquer aux racines du mal.

DES PLANS ABSURDES. Des plans, tels que ceux prônés par le conseiller national UDC Dettling, sont en gestation pour "accroître l'auto-approvisionnement de la Suisse" – sur une base d'importation massive d'intrants... le degré d'auto-approvisionnement net en ressortirait affaibli!

L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE. Cette niche (qui représente environ 15% de notre surface agricole utile) a certainement un rôle positif et un grand intérêt - mais aussi des limites dans la mesure où elle est utilisée par les grands distributeurs pour promouvoir leur image de durabilité. Par exemple on voit l'utilisation massive d'huile de palme bio ou l'importation massive de produits biologiques transportés vers la Suisse depuis le Pérou, le Paraguay, la Namibie ou la Chine tant par les deux "grands distributeurs les plus durables du monde" que par les discounters

4. L'ALTERNATIVE AGROÉCOLOGIQUE ET LA NÉCESSITÉ DE LA TRANSITION

Sur la base des dommages produits par le système alimentaire mondial et des menaces qui pèsent sur la souveraineté alimentaire suisse, Uniterre souligne la nécessité d'une transition vers un autre système alimentaire basé sur les principes de l'agroécologie tels que:

- Diminution continue des intrants externes et de l'usage d'énergie non renouvelables (pesticides, engrais synthétiques, fourrages concentrés, machinerie agricole), promotion d'une agriculture basée sur des circuits fermés
- Intégration optimale des fermes dans le paysage et les écosystèmes locaux: préservation des sols, choix des cultures et variétés, proximité des forêts et usage de l'agroforesterie et de cultures mixtes, soins des haies, usage de l'eau, bâtiments, routes d'accès, soutien à la biodiversité naturelle etc.
- Usage systématique de semences et races animales locales produites à la ferme ou échangées avec d'autres agriculteurs, soutien à la biodiversité agricole
- Réduction systématique des émissions vers le sol, l'eau et l'air, réduction des nuisances et utilisation des tous les déchets dans le cadre de circuits fermés
- Établissement de circuits courts locaux qui mènent vers des systèmes de transformation et d'emballage locaux (par exemple: céréales => farine => pain), eux-mêmes une base pour des systèmes de distribution locaux
- Innovations durables dans les pratiques agricoles à partir des principes de l'agriculture biologique, de l'agriculture solidaire ou d'autres systèmes tournés vers la durabilité tels que l'agriculture biodynamique, la permaculture etc.

- **ÉTABLISSEMENT DE LIENS ÉTROITS** entre producteur-rices et consommateur-rices, entre la ville et la campagne et de systèmes participatifs de gestion et distribution
- Travail pour faciliter l'accès à la terre, en particulier aux jeunes agriculteur-rices qui le désirent
 - Ici, il faut noter que cette transition sera un processus progressif, lent et difficile, qui nécessitera une forte volonté de changement et qui suscitera sans doute l'opposition de nombreux acteurs dont le poids économique et politique est actuellement important!

5. ÉTABLIR UN RÉSEAU ACTIF DE PROMOTION ET D'ÉCHANGES:

Uniterre pense ici à un réseau d'échanges entre producteur-rices actives pour la transition, qui collaborent aussi avec les consommateur-rices, chercheur-euses etc. L'agroécologie est connue et pratiquée depuis de nombreuses années au niveau international et il existe même des critères définis tels que ceux de la FAO, qu'il faudra examiner et confirmer ou modifier.

En Suisse s'est créé vers 2020 un réseau "Agroecology Works" qui organise chaque année des "Journées de l'Agroécologie" (en 2022, pas moins de 100 manifestations tout au long du mois d'octobre dans toutes les parties de la Suisse, tant réunions de théorie et d'échanges en salles que visite de fermes ou discussion de pratiques). Uniterre participe à ce réseau et le soutient activement.

Si on se donne le but d'établir des liens étroits entre ces initiatives et acteur-rices pour systématiser les échanges d'expériences, développer des critères de progrès, et des soutiens mutuels aux niveaux national et régional, l'agroécologie pourra alors aussi élever sa voix pour formuler des exigences communes vis-à-vis des autorités, des consommateur-rices, de la recherche, et d'autres acteurs. En particulier il faudra un soutien financier pour développer de nouvelles méthodes alternatives et tant durables que productives et accompagner les agriculteur-rices dans les nouvelles démarches!

Le programme 2022 du "mois de l'agroécologie" démontre que beaucoup (agriculteur-rices, consommateur-rices, chercheur-euses etc.) travaillent pour avancer dans la direction de la transition agro-écologique. Cependant Uniterre constate que s'il y a actuellement en Suisse beaucoup d'initiatives et d'expériences positives, le mouvement reste encore pour l'essentiel une collection d'initiatives individuelles.

En particulier, et tout en soutenant le progrès technique et les innovations, nous nous opposerons à l'utilisation des termes "agroécologie" "développement durable" "agriculture régénérative" par des organisations prônant l'usage intensif d'intrant soi-disant efficaces et "durables" dans le cadre d'une digitalisation à outrance, de l'utilisation de robots, de drones et autres technologies coûteuses et qui contribuent à accentuer la concentration des terres entre les mains d'une petite minorité munie du capital nécessaire. Uniterre insistera aussi sur la nécessité d'examiner des alternatives dans la transformation et la distribution pour favoriser la transformation et la distribution locale.

A notre avis la constitution d'un tel réseau d'échanges continu sur les développements des pratiques écologiques dans les diverses branches (fruits et légumes, grandes cultures, production animale, transformation et distribution) devrait compléter utilement le travail commencé dans le cadre d'"Agroecology Works" et le développer plus avant.

Lorsque les différentes acteur-rices de l'Agroécologie parleront d'une voix et élèveront cette voix de manière forte et efficace, cela aidera agriculteur-rices, consommateur-rices autorités et autres acteurs à prendre le chemin d'une transition de plus en plus nécessaire pour notre agriculture et notre système alimentaire.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'EUROPEAN MILK BOARD (EMB)

VANESSA RENFER
PAYSANNE ET SECÉTAIRE D'UNITERRE

Les 15 et 16 décembre derniers, les représentante-s des organisations membres de l'EMB se sont retrouvée-s à Bruxelles pour la tenue de l'Assemblée générale. Le budget 2023, l'élection du comité et d'un nouveau président, et la définition des axes stratégiques prioritaires étaient au menu de ces deux journées.

COMME À L'ACCOUTUMÉE, les débats ont commencé par un tour de table, où chaque organisation a pu donner des nouvelles de la situation du marché laitier dans sa région. Si les prix du lait ont effectivement pris l'ascenseur en 2022, atteignant des montants encore inimaginables il y a seulement un an, le tableau est presque systématiquement noirci par la hausse des coûts de production. Au final, la situation reste tendue dans de nombreux pays, particulièrement au Portugal, en France et en Irlande. En Italie, où les prix atteignent presque 70 centimes d'euros, cela ne suffit pas à endiguer la fermeture des petites structures au profit des plus grands domaines. Plusieurs membres ont également signalé que des baisses de prix étaient déjà annoncées pour le début d'année par certains acheteurs. Une embellie de bien courte durée.

AU NIVEAU DU BUDGET, c'est au prix de nombreuses coupes que l'équilibre a pu être atteint. En effet, l'EMB vit en très grande partie des recettes générées par les différents projets de Lait Equitable. Or, la conjoncture actuelle n'aide pas au développement de ces initiatives, raison pour laquelle l'EMB a offert une réduction de 50% des redevances en 2022. Un geste apprécié, et reconduit en 2023, mais qui a forcé le Comité et la direction à fortement réduire les dépenses. Ce budget, au régime mais équilibré, a été accepté par l'AG.

POUR TOUTES LES PERSONNES PRÉSENTES, le point fort de ces deux journées restera sans conteste le départ regretté de

Sieta van Keimpema (Pays-Bas) de son poste de présidente et du comité. Membre fondatrice de l'EMB en 2006, elle a occupé différentes fonctions et a œuvré sans relâche en faveur des producteur-rices de lait en Europe. C'est avec beaucoup de reconnaissance et d'émotion que Sieta a été remerciée, que ce soit sur place ou au travers de séquences photos et vidéos. Le comité en place a été réélu, avec toutefois un siège vacant laissé par Sieta. C'est le Danois Kjartan Poulsen qui a été nommé président, tandis que l'Allemand Elmar Hannen occupe désormais le poste de vice-président.

Il restait à discuter des options stratégiques prioritaires pour les années à venir. Six grands axes ont été présentés aux membres :

1. Le Pacte vert européen (Green Deal)
2. Action de communication auprès des jeunes et des consommateur-rices
3. La mise en place d'une Agence de surveillance des prix
4. L'adaptation de l'article 157 sur l'Organisation des marchés communs (droit de former une interprofession avec seulement des producteur-rices)
5. La création d'une terminologie unifiée (One Voice)
6. Prix plancher - interdiction de vente en dessous des coûts de production

Ce sont les points 1 et 6 qui ont été retenus. L'organisation allemande BDM s'est toutefois proposée spontanément pour travailler sur la question de la terminologie unifiée et faire une proposition au comité dans le courant de l'année. Elle a en effet estimé qu'il était fondamental que, dans leurs échanges avec les instances gouvernementales, les producteur-rices se servent d'un langage clair et identique. C'est une démarche qui a du reste déjà débuté en interne, et dont nous pouvons nous inspirer.

L'assemblée s'est terminée par un échange plus informel au sujet des différents projets Lait Equitable en Europe. Partout le constat est le même : l'année qui vient de s'achever n'a pas

permis d'augmenter les ventes, d'accueillir de nouveaux producteur-rices ou de trouver d'autres débouchés. La situation globale reste trop tendue pour espérer une amélioration dans l'immédiat. En France, on a même assisté pour la 2ème année consécutive à une baisse du nombre de producteur-rices membres. Preuve en est que la production laitière, même avec un prix équitable, reste une activité contraignante, menacée à moyen terme. Pour le producteur belge Guy Franco, membre du comité de l'EMB, l'une des pistes à privilégier reste la communication et le contact avec les plus jeunes : la distribution de lait équitable dans les écoles fonctionne bien en Belgique, et permet d'inculquer dès le plus jeune âge le principe de l'équité et du juste prix. Gageons que ce message aura été entendu !

Une réunion comme celle-ci, au niveau européen, c'est avant tout l'occasion de se confronter aux réalités, aux préoccupations mais aussi aux idées et solutions de nos collègues. C'est une belle opportunité de partage, de soutien, mais aussi de rires et de détente. Si cela vous tente, pour une prochaine fois, n'hésitez pas à nous contacter. •

Suivre les actualités de l'EMB ici :
www.europeanmilkboard.org

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA COORDINATION EUROPÉENNE DE LA VIA CAMPESINA (ECVC)

ALBERTO SILVA
SECÉTAIRE D'UNITERRE ET MARÂCHER

Du 4 au 7 novembre 2022, une soixantaine de personnes, issues de 19 organisations paysannes de toute l'Europe, se sont retrouvées à Viseu, au Portugal, pour assister à l'assemblée générale de la Coordination européenne de la Via Campesina (ECVC).

DURANT CES QUELQUES JOURS, LES PERSONNES PRÉSENTES ONT ÉTÉ INVITÉES à présenter les contextes nationaux dans leurs pays respectifs. Il en ressort que les situations sont différentes, mais que les problématiques sont identiques : perte de l'agriculture paysanne au détriment de l'agro-industrie, métier d'agriculteur-riche non payé correctement, augmentation des coûts de production, difficile renouvellement des générations, pression sur les terres agricoles. Il en ressort donc l'urgence d'instaurer des conditions-cadres pour que les paysan-nes puissent continuer à vivre de leur production. Cette assemblée générale a également été l'occasion de rappeler l'importance de l'agriculture paysanne pour nourrir la population et limiter le réchauffement climatique.

DIFFÉRENTS SUJETS ONT OCCUPÉ LES DISCUSSIONS pendant ces quelques jours, notamment la nécessité de reformer les législations nationales en matière d'accès à la terre, surtout en faveur des jeunes, de la mise en œuvre de la Déclaration sur le droit des paysan-nes (UNDROP), de la protection de la diversité des genres et, bien sûr, de l'instauration de prix justes et rémunérateurs à la production. Nous remarquons donc que les luttes menées par Uniterre en Suisse sont les mêmes que dans les autres pays européens. Il est ainsi intéressant

de pouvoir s'enrichir des autres contextes et des solutions proposées par les organisations membres.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE A APPROUVÉ LE PLAN STRATÉGIQUE D'ECVC pour la période 2023-2027. Outre les thématiques déjà soulevées, la lutte contre les accords de libre-échange, la proposition d'un nouveau cadre commercial pour l'agriculture et le renforcement des organisations membres occuperont notre travail stratégique pour les cinq prochaines années. Il y a également une volonté forte de renforcer les articulations des jeunes et des femmes. De plus, une nouvelle commission sera créée : l'articulation sur la diversité sexuelle et de genre. D'autres votes ont également eu lieu comme la modification des statuts et du règlement interne d'ECVC ou l'élection d'un nouveau comité de coordination. Ont donc été élu-es pour un mandat de deux ans : Andoni García Arriola (Ehne Bizkaia, Pays Basque espagnol), Pierre Maison (Confédération Paysanne, France), Tove Sundstrom (Nordbruk, Suède) et Leonardo van den Berg (Toekomstboeren, Pays Bas). Quant à Federico Pacheco Frias (SOC-SAT, État espagnol), il a été élu pour deux ans au comité de coordination international. Enfin, nous avons également voté pour l'adhésion d'une nouvelle organisation membre : Association of Croatian Family Farms de Croatie.

DES DÉBATS POLITIQUES ont occupé les personnes présentes au Portugal. Nous avons abordé la conjoncture actuelle et le rôle de l'agriculture paysanne dans le contexte des crises mondiales actuelles. Malheureusement, les mouvements qui promeuvent l'agriculture industrielle se sont multipliés ces dernières années. Nos organisations jouent donc un rôle important pour exiger un changement radical de la politique agricole. Ensuite, nous avons discuté d'un appel pour que

l'UE adopte 13 vraies solutions pour le climat et l'agriculture. Parmi celles-ci : agir pour garantir un changement profond de l'agriculture européenne en réponse à l'urgence climatique, doubler le nombre de paysan-nes en Europe d'ici 2040, protéger les droits paysans sur les semences, mettre fin aux fermes-usines d'ici 10 ans, retirer totalement les pesticides d'ici 2035, adopter des politiques publiques pour réglementer et protéger les marchés agricoles et le droit à l'alimentation, etc.

Finalement, dans la matinée du 6 novembre, les membres d'ECVC ont été invité-es à participer au congrès national de la CNA (Confederação Nacional da Agricultura, Portugal). 800 agriculteur-rices du Portugal ont participé à cet événement et Morgan Ody a pris la parole pour ECVC pour transmettre un message de solidarité.

POUR MA PART, il s'agissait de ma première participation à un événement paysan international et j'ai été ravi que cela se passe dans mon pays d'origine. Cela a aussi été l'occasion de rencontrer et de créer des liens avec des personnes engagées et déterminées. Ces assemblées sont d'autant plus importantes, car nous ne pouvons envisager le changement du système agricole suisse sans une transformation à plus grande échelle. Globalisons la lutte ! Globalisons l'espoir ! •

Pour suivre les actualités d'ECVC :
www.eurovia.org/fr

VENTE DIRECTE EN URGENCE !

VANESSA RENFER
PAYSANNE ET SECÉTAIRE D'UNITERRE

Confrontée aux conditions drastiques de son acheteur, une famille paysanne de la région d'Estavayer a fait le choix d'écouler en vente directe, et dans l'urgence, l'intégralité de sa récolte de pommes de terre. La faute à la larve du taupin – appelé aussi ver fil-de-fer – qui a endommagé une partie des précieux tubercules. Les conditions offertes par l'acheteur ne valorisaient pas à sa juste valeur le travail fourni par cette famille.

SI LES RÉSEAUX SOCIAUX ONT LEURS DÉFAUTS BIEN CONNUS, ils sont aussi un atout majeur pour diffuser rapidement ce genre d'appels au secours. De tels exemples se sont multipliés ces dernières années. Salades, pruneaux, carottes, choux-fleurs, nombre de producteur-rices se sont retrouvés avec des tonnes d'invendus sur les bras, pour différentes raisons: défauts mineurs de qualité, calibrage ne répondant pas à la demande des grossistes, croissance trop rapide liée aux conditions climatiques particulières. Grâce à une propagation rapide de l'information, quelques jours sont souvent suffisants pour surmonter la crise, trouver des client-es et ainsi éviter un énorme gaspillage alimentaire.

ORGANISATION AU TOP. Toutefois, cela ne va pas sans une organisation sans faille et une somme de travail conséquente. Dans le cas de cette famille, cela s'est amplement vérifié. Il a fallu trouver des solutions pour stocker – ne serait-ce que quelques jours – les pommes de terre au fur et à mesure de leur récolte. Il a fallu aussi trouver un système de conditionnement adéquat, dans le cas présent des filets de 5 et 10 kg. Il était nécessaire d'assurer une présence à la ferme pour accueillir les client-es, et une personne de la famille a été engagée afin de centraliser les commandes, qui arrivaient par tous les canaux possibles: appels, e-mails, WhatsApp et messages sur Facebook.

ENVIRON 30 TONNES DE POMMES DE TERRE, c'est 3'000 filets de 10 kg. Aussi incroyable que cela puisse paraître, l'entier de la récolte a été vendu en à peine 2 semaines, et au final, toutes les commandes n'ont pas pu être satisfaites. Preuve de l'efficacité des réseaux sociaux, des commandes groupées sont parties dans toute la Romandie.

BILAN HUMAIN POSITIF. A l'heure du bilan, le soulagement est bien réel, mais il ne faut pas s'attendre à un bénéfice extraordinaire. Les investissements en temps et en matériel ont été importants. Le bilan humain, cependant, est encourageant. La famille a obtenu le prix qu'elle demandait pour sa production et la solidarité a fonctionné à plein régime. Malgré la succession de crises qui touchent l'entier de la population, les gens ont montré leur sensibilité au désarroi des familles paysannes. Dans ce contexte, tout le monde est gagnant: les pommes de terre présentaient certes des traces liées à l'attaque des vers, mais cela ne gênait en rien la consommation, et en l'absence d'intermédiaires, le prix était avantageux: 1.80 frs/kg, contre plus de 4.- frs au magasin pour cette variété en qualité bio.

STOP AU CALIBRAGE! De telles expériences mettent à nouveau en exergue le pouvoir de la grande distribution, à la fois sur les producteur-rices, mais également sur les consommateur-rices. Ces dernières ont certes une part de responsabilité, mais minime au regard du contrôle exercé par la grande distribution. Nos pratiques de consommation sont largement influencées et dictées par les pratiques de commercialisation, imposées par les acteurs du commerce alimentaire: produits hors saison, consommation excessive de viande due aux ventes en rabais, etc. Notre refus de fruits ou légumes "moches" nous est imposé par leur calibrage, qui représente une source honteuse de gaspillage alimentaire. Du côté de la production, ce calibrage est une pression supplémentaire pour les producteur-rices qui ont, par ailleurs, assumé seuls les coûts de production de cette culture.

Luttons efficacement contre le gaspillage et exigeons la fin du calibrage de notre alimentation: carottes tordues, fruits tâchés ou pommes de terre "visitées" doivent retrouver le chemin de nos cuisines. Pour notre environnement, mais surtout pour nos producteur-rices! •

CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'UNITERRE

VENDREDI 24 MARS 2023 DE 10 H À 15 H
CAFÉ LE TEMPO, QUAI DE LA THIELE 4, YVERDON-LES-BAINS

ORDRE DU JOUR

1. Mot de bienvenue, nomination scrutateur-rices
2. PV de l'AG du 1er avril 2022
3. Rapport du président
4. Rapport du secrétariat
5. Comptes 2022, rapport des vérificateur-rices
6. Budget 2023
7. Adoption des rapports, des comptes 2022 et du budget 2023
8. Élection: - Comité directeur
- Commission de gestion
- Vérificateur*rices des comptes
9. Programme d'activités 2023/2024
10. Charte
11. Propositions écrites
12. Divers

- Le PV de l'AG du 1er avril 2022 est disponible sur le site.
- www.uniterre.ch > Qui sommes-nous? > Statuts et charte
- Les comptes seront distribués à l'AG
- La proposition de la Charte sera disponible dès le 10 mars 2023 sur notre site
- www.uniterre.ch > Qui sommes-nous? > Assemblée générale
- D'éventuelles propositions de modifications sont à adresser au bureau (info@uniterre.ch) jusqu'au lundi 20 mars 2023.
- Des propositions écrites (point 10 de l'OdJ) doivent parvenir au secrétariat jusqu'au lundi 13 mars 2023.
- L'assemblée sera suivie d'un repas canadien: amenez votre dîner. L'apéro vous sera offert à la fin de l'assemblée.

MERCI !

En ce début d'année, nous adressons un immense merci aux personnes qui nous ont fait un don suite à notre appel dans le numéro de décembre. Quelle satisfaction de voir la confiance que vous nous témoignez, cela nous donne l'énergie et les moyens de poursuivre notre tâche!

Nous en profitons pour remercier également les très nombreux-ses membres qui se sont déjà acquittés de leur cotisation annuelle, la base indispensable sans laquelle nous ne pourrions accomplir notre travail. Nous vous souhaitons plein succès pour les récoltes à venir et pour tous vos projets en 2023!

COORDONNÉES BANCAIRES POUR VOS DONNATIONS

Banque Raiffeisen Broye Vully Lacs
1564 Domdidier
CCP de la Raiffeisen 17-1378-2

IBAN : CH23 8080 8002 5119 3914 1

UNITERRE

av. du Grammont 9 - 1007 Lausanne

UNITERRE est reconnu d'utilité publique par les autorités fiscales du Canton de Vaud. Vous pourrez déduire de vos impôts tous vos dons à UNITERRE.

MERCI !

RECHERCHE DE MEMBRES COLLECTIFS

pour le projet de permaculture
'Snack de Heck' à Wiedlisbach

As-tu envie de participer à la mise en place d'un jeune projet qui a pour but la culture de légumes et de fruits, la régénération du sol, la promotion de la biodiversité et l'autosuffisance? Sur trois ha de terrain, nous cultivons un petit hectare de légumes. Sur environ 1 ha, nous avons planté un verger de baies et de fruits. Nous gérons la ferme à la main. La ferme dispose également d'une cave naturelle pour stocker les légumes. Nous vendons nos produits principalement via le magasin de la ferme et par abonnement.

La ferme ici à Wiedlisbach est bien desservie (à 5 minutes à pied de la gare) et offre un logement bon marché avec chauffage au bois pour au moins une personne supplémentaire qui participe au projet. Des emplacements pour des roulottes de chantier et/ou des yourtes. Un traitement respectueux de tous les êtres vivants et une alimentation végétarienne sont importants pour nous.

Si tu es intéressé-e, contacte-nous via
info@snack-de-heck.ch
ou 077 424 23 29.

PLUS D'INFOS SUR
www.snack-de-heck.ch

Salutations hivernales de la ferme
Jardinier Chrigi

DU BÂTON QUE L'ON TIENT ON EST SOUVENT BATTU

RUDI BERLI
MARÂICHER ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Quelle mouche a donc piqué l'Union Suisse des Paysans (USP) à faire une campagne politique commune avec Economiesuisse et l'Union suisse des arts et métiers (USAM)? Les deux associations et leurs représentants politiques sont les auteurs de la dérégulation libérale, qui favorise des importations massives et le démantèlement progressif de la protection douanière. C'est sur le terrain idéologique de la compétitivité sans limite cultivée par Economiesuisse que s'est construite la politique agricole de ses dernières décennies avec son leitmotiv d'évolution structurelle nécessaire. Une constante érosion et pression sur les prix sont dès lors les meilleures armes pour chasser les paysan-es et pour remplir les caisses de l'industrie de transformation et de la grande distribution. Comment une faitière agricole peut-elle soutenir et applaudir un tel massacre? L'USP aurait-elle oublié que deux à trois fermes sont obligées de fermer leur porte tous les jours en Suisse? Qu'en vingt ans 50'000 emplois et 20'000 fermes ont disparu?

FAUT-IL RAPPELER QU'AVEC CES NOUVELLES POLITIQUES AGRICOLES LIBÉRALES, les prix des principales cultures ont été divisés par deux en vingt ans et qu'on a introduit des paiements directs découplés de la production en séparant l'acte de la production de la gestion des ressources, du paysage et de l'environnement? C'est l'agriculture paysanne diversifiée, riche en main d'œuvre et ancrée dans les ressources localement disponibles qui a façonné les paysages et la biodiversité naturelle et cultivée. Nul programme artificiel de préservation de la biodiversité ou de réduction des pertes en éléments fertilisants avec des machines toujours plus lourdes, tel que le fameux pendillard, ne saurait réparer les dégâts causés par une évolution structurelle qui favorise la spécialisation, la mécanisation, les économies d'échelle au détriment de l'agriculture paysanne. C'est aussi l'agriculture paysanne, avec un nombre d'actifs qui devrait au moins doubler, qui seule sera à même de garantir la sécurité et une souveraineté alimentaire: tout le contraire de la politique libérale actuelle. Mais sans une revalorisation très significative de la nourriture et de la production paysanne, toute transition vers un système alimentaire plus durable reste complètement illusoire. Dans ce sens, une agriculture de pointe dépendante de technologies énergivores met à mal l'autonomie paysanne et est une nouvelle impasse au service des mêmes mécanismes qui dévalorisent la production paysanne en la livrant à un marché découplé des intérêts vitaux des populations.

UNITERRE ATTEND UNE ALLIANCE POLITIQUE qui défend des conditions cadres économiques qui permettent aux paysan-nes de négocier et de réaliser des prix rémunérateurs, couvrant les coûts de production. Tant dans la durée du travail que dans son niveau, le travail paysan doit être reconnu et valorisé comme un revenu ou salaire moyen en Suisse.

Or, dans l'alliance de l'USP avec les milieux économiques et bourgeois, il n'y a rien de tout cela. Pour terminer et illustrer ce propos, nous vous proposons quelques citations tirées du site d'Economiesuisse (<https://economiesuisse.ch/fr/tags/agriculture>):

- "Economiesuisse salue l'orientation générale de la PA22+. Cela dit, les mesures proposées manquent d'ambition. Elles ne produiront guère d'effet, que ce soit du côté du système de soutien actuel ou de celui des protections aux frontières, par ailleurs inefficaces. Economiesuisse préconise d'introduire une orientation sur le marché rigoureuse et de renforcer la compétitivité du secteur."
- "Le marché du fromage, qui est entièrement libéralisé entre la Suisse et l'UE depuis 2007, est un exemple d'ouverture des frontières couronné de succès pour notre pays."
- "La libéralisation a de toute évidence aussi amené un assainissement structurel... les producteurs sont également gagnants puisqu'ils peuvent exporter leur fromage à des prix élevés et sont ainsi devenus plus compétitifs."
- "Le marché du vin, libéralisé en Suisse depuis 2001, montre également que l'ouverture d'un marché apporte des améliorations sensibles en termes de qualité et se révèle très profitable pour les producteurs."
- "Cela dit, le cloisonnement du marché agricole suisse est une impasse pour tous les acteurs concernés: agriculteur-rices, industrie agroalimentaire, entreprises exportatrices et consommateur-rices. Une ouverture ordonnée du marché offrirait une chance, non seulement aux entreprises exportatrices mais également aux agriculteur-rices, d'améliorer leur positionnement sur le marché, leur compétitivité et leur capacité d'innovation. Les marchés du fromage et du vin en sont la preuve. Le protectionnisme entrave, au contraire, les changements structurels nécessaires."

Nous vous laissons donc apprécier ce résumé du programme de destruction de l'agriculture suisse préconisé par Economiesuisse, devenu allié douteux de l'organisation faitière de l'agriculture suisse.

AGENDA

Semaine de la durabilité UNIL - EPFL

7 mars 2023, 8h00 - 17h00

Uniterre tiendra un stand à la semaine de la durabilité organisée par UNIPOLY. Plus d'infos à venir

COMMENT NOURRIR LE MONDE DE DEMAIN?

Ve. 17 mars 2023, 19h00, Av. Charles Dickens 4, Lausanne

Table ronde avec des intervenant.e.s de qualité qui nous apporteront leur point de vue au niveau international, national, mais aussi au niveau des populations locales des pays du Sud, Plus d'infos : www.bit.ly/nourrirmonde

L'Assemblée Générale d'Uniterre

Vendredi 24 mars 2023 de 10 h - 15h

Café le Tempo, Quai de la Thièle 4,

Yverdon-les-Bains

voir la convocation à la page 7

7. Begegnungsallemend

7 - 9 avril 2023, Terrain Gurzelen, Biel/Bienne

Agenda complet sur notre site

www.uniterre.ch/actions/agenda

LES SECTIONS D'UNITERRE

Neuchâtel Philippe Reichenbach 079 640 89 63

Genève Ruedi Berli 078 707 78 83

Fribourg Laurent Curty 079 508 86 35

Vaud André Muller 021 652 75 50

Jura/Jura bernois Christine Gerber 032 484 02 41

Chablais Pierre Moreillon 024 499 21 17

Valais contact : Bureau Uniterre

Deutschschweiz Katharina Schatton 078 740 17 89

Maurus Gerber, Président:

maurus.gerber@bluewin.ch

Vi 292, 7550 Scuol GR

Tel. 081 864 70 22

Philippe Reichenbach, Vice-Président:

boisdarbre1971@gmail.com

Tel. 079 640 89 63

IMPRESSUM

Secrétariat / Publicité

Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne,
021 601 74 67 www.uniterre.ch info@uniterre.ch

Rédaction

Ulrike Minkner, u.minkner@uniterre.ch

Alberto Silva, a.silva@uniterre.ch

Editeur, Abonnements et changements d'adresse

Claude Mudry, c.mudry@uniterre.ch

Syndicat Uniterre, Bellevaux 50, 2518 Nods

Traductions

Ramona Lerch

Pascal Mülchi

Bureau Uniterre

Photographies / Images

Eric Roset 1.2

Eliane Beerhalter 4

Edition photographies / images

Markus Schönholzer

Imprimerie

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs

1450 Sainte-Croix, 024 454 11 26

Imprimé sur papier certifié FSC-Mix.

LE DELAI DU N° 2 JOURNAL 2023
6.3.2023

RÉUNIONS DU COMITÉ

Le comité directeur se réunit toutes les 4 à 8 semaines. Les réunions à venir pour 2023 ont été planifiées ainsi :

9 mars, 20 avril et 29 juin

Les réunions se déroulent en principe à Bienne de 10h00 à 13h00 dans une salle proche de la gare. Tout membre peut, s'il le désire, assister à une réunion, sans droit de vote toutefois. En cas d'intérêt, merci de vous annoncer auprès de Maurus Gerber, président d'Uniterre.

LE COURRIER

Votre abonnement, la garantie d'un média indépendant

Essai Web 2 mois: CHF 19.-

www.lecourrier.ch



Uniterre

Crésus

Crésus Comptabilité Crésus Salaires Crésus Facturation